

L'Otan plaide à Skopje pour « une opportunité historique »

BALKANS Jens Stoltenberg presse les Macédoniens d'accepter, par référendum, le compromis conclu avec la Grèce sur le nom du pays

Tir groupé et offensive diplomatique de choc : les chancelleries occidentales sont sur le qui-vive à 24 jours d'un référendum capital sur le compromis noué en juin par Skopje et Athènes, quand les deux pays s'entendaient sur le nom définitif de l'ancienne république yougoslave de Macédoine. Le « oui » à la « Macédoine du Nord » l'emportera-t-il lors de la consultation publique prévue dans ce pays le 30 septembre ?

Un récent sondage, publié fin août par l'IRI, un think tank américain proche des républicains, donne 49 % de réponses positives pour 22 % de « non ». Mais 16 % des sondés disent qu'ils n'iront pas voter, 13 % restent indécis. Et l'opposition reste vent debout contre le compromis atteint avec la Grèce, censé clore une dispute de plus d'un quart de siècle. Or le « oui » est la clé indispen-

sable pour l'entrée de la Macédoine dans l'Otan et dans l'Union européenne...

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique est ainsi venu en Macédoine, ces mercredi et jeudi, pour en plaider la cause. Jens Stoltenberg sera suivi, ce vendredi, par le chancelier autrichien

Sebastian Kurz, dont le pays exerce la présidence semestrielle du Conseil de l'UE. Puis ce sera au tour de la chancelière allemande Angela Merkel, ce samedi. Jeudi, on notait encore la présence à Skopje du ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jean Asselborn.

Les 29 pays alliés au sein de l'Otan ont décidé, lors de leur sommet du 12 juillet à Bruxelles, d'entamer des négociations d'adhésion avec Skopje - une décision, politiquement et techniquement, prête depuis une décennie, mais bloquée depuis par le veto de la Grèce. « *La porte de l'Otan est ouverte. Mais seul le peuple de ce pays peut décider de la franchir* », a souligné Stoltenberg lors d'une brève conférence de presse avec le Premier ministre macédonien Zoran Zaev.

« Opportunité unique »

« *C'est une opportunité unique de devenir un membre à part entière de la communauté internationale* », insiste le « SecGen » - qui rappelle que la « *sécurité, c'est bon pour l'économie* » de ce pays pauvre : depuis son adhésion l'an passé, les investissements étrangers des pays

alliés au Monténégro « *ont doublé* ».

Une fois le « oui » acquis et l'adhésion de Skopje ratifiée par tous Alliés, la Macédoine devrait devenir le 30^e pays de l'Otan, vraisemblablement début 2020. Mais le pays pourrait déjà participer aux réunions ministérielles de l'Alliance dès

l'an prochain, avance Stoltenberg.

Dans la région troublée des Balkans occidentaux, une « *success story* » est ardemment espérée par les Occidentaux tandis que la pression croît pour que le Kosovo voisin règle ses relations tendues avec la Serbie, l'ex-mère patrie. Le tout sous l'œil de Moscou, accusé par Athènes et Skopje de vouloir saboter le compromis gréco-macédonien pour empêcher un nouvel « *élargissement* » de l'Otan.

En juillet, les Affaires étrangères russes assénaient que l'accord « *est loin de consolider la paix et la sécurité dans les Balkans* ». « *Notre intention est de créer des liens d'amitié avec tout le monde, y compris la Russie* », a rétorqué le Premier ministre aux côtés de Stoltenberg. Pour Zaev, il n'y a « *pas d'alternative* » à l'adhésion à l'Otan et à l'UE. ■

PHILIPPE REGNIER